

MAROC

Attachés militaires étrangers dans le Sud

Le 19 avril, une délégation d'attachés militaires, dont ceux des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Italie, d'Allemagne fédérale et d'Espagne, en poste à Rabat, a achevé une visite de cinq jours dans les provinces du Sud. Outre les attachés militaires occidentaux, MAP a signalé la présence de ceux des ambassades de Tunisie, du Liban, d'Arabie Saoudite, du Sénégal et du Gabon. L'agence a précisé que cette délégation avait visité « Smara, El Ayoun et les positions avancées des forces armées royales à Zag, Mahbès, Smara et Amgala où elle s'est rendue compte sur place de la sécurité et de la quiétude qui règnent dans ces provinces du royaume ».

Ce n'est pas la première fois, ont relevé les observateurs, que des délégations d'attachés militaires se rendent au Sahara occidental. De telles visites avaient été organisées notamment en 1980 et en 1983. L'attaché militaire français, qui avait participé à la première visite en 1980, n'était plus mentionné dans la visite de 1983, ni dans celle-ci. On a noté également que les attachés militaires soviétiques n'ont jamais participé à de telles visites.

des forces auxiliaires quant à la sécurité des citoyens et à la défense de l'intégrité territoriale du pays.

Le ministre a annoncé que ce centre serait transformé à partir de l'année prochaine en une école supérieure de formation des cadres des forces auxiliaires. La cérémonie s'est déroulée en présence des inspecteurs généraux des forces auxiliaires, le colonel Abderrahman Lahrizi, du gouverneur de la province de Benslimane, M. Abdelaziz Affoura, des officiers du commandement supérieur des forces auxiliaires, des autorités locales civiles et militaires et des élus.

- L'administration de la Défense nationale, division du génie et du domaine militaire, a lancé un concours ouvert auprès d'architectes et bureaux d'études spécialisés dans les techniques hospitalières pour la réalisation d'un **centre hospitalier militaire d'instruction** à Rabat.

- M. Hammouda El Kaid, gouverneur de la province de Kénitra, a présidé à la caserne du Makhzen mobile la **cérémonie** organisée par le commandement provincial des forces auxiliaires, à l'occasion du 24^e anniversaire de l'accession du roi Hassan II au trône.

- M. Abdellatif Bouab, gouverneur de la province de Tanger a reçu

hommes ont souligné, au cours de leurs entretiens « l'importance du renforcement et de l'élargissement de la coopération bilatérale dans tous les domaines, compte tenu des relations séculaires entre les deux pays, du voisinage, de la position stratégique des deux pays ».

Le 23, l'organe du parti de l'Istiglal, l'Opinion, avait écrit que les entretiens de M. Serra avec les responsables devaient porter « sur la vente d'armements (espagnols) au Maroc ». Durant son séjour de trois jours, M. Serra a visité la base aérienne de Rabat-Salé et l'académie militaire de Meknès. Selon la presse espagnole, des forces navales maroco-espagnoles ont procédé durant la visite de M. Serra à des exercices navals conjoints.

Relations diplomatiques avec la Mauritanie

En rétablissant des relations normales avec son voisin du Sud, le Maroc, ont estimé les observateurs, va se trouver plus à l'aise dans le combat qui l'oppose au front Polisario. En effet, Rabat affirme contenir par sa ceinture de sécurité toute tentative de pénétration du front depuis l'Est (Algérie). De ce fait, les actions récemment revendiquées par les troupes sahraouies étaient principalement situées au Sud du Sahara

rupture des relations diplomatiques après la tentative de renversement du lieutenant-colonel Haidalla par un commando d'opposants mauritaniens venus du Maroc. Ainsi, l'agence maroco-mauritanienne de coopération, dont le directeur général a été la première personnalité marocaine à se rendre à Nouakchott après le coup de force du 12 décembre, a continué de fonctionner, accordant chaque année des dizaines de bourses aux étudiants mauritaniens. En outre, croyait-on savoir à Nouakchott, le roi Hassan II aurait décidé de passer l'éponge sur la dette mauritanienne envers le Maroc. Il reste pour Nouakchott à maintenir une position difficile d'équilibre et de neutralité, alors qu'une guerre, dont le dénouement ne semble pas proche, se déroule à ses frontières.

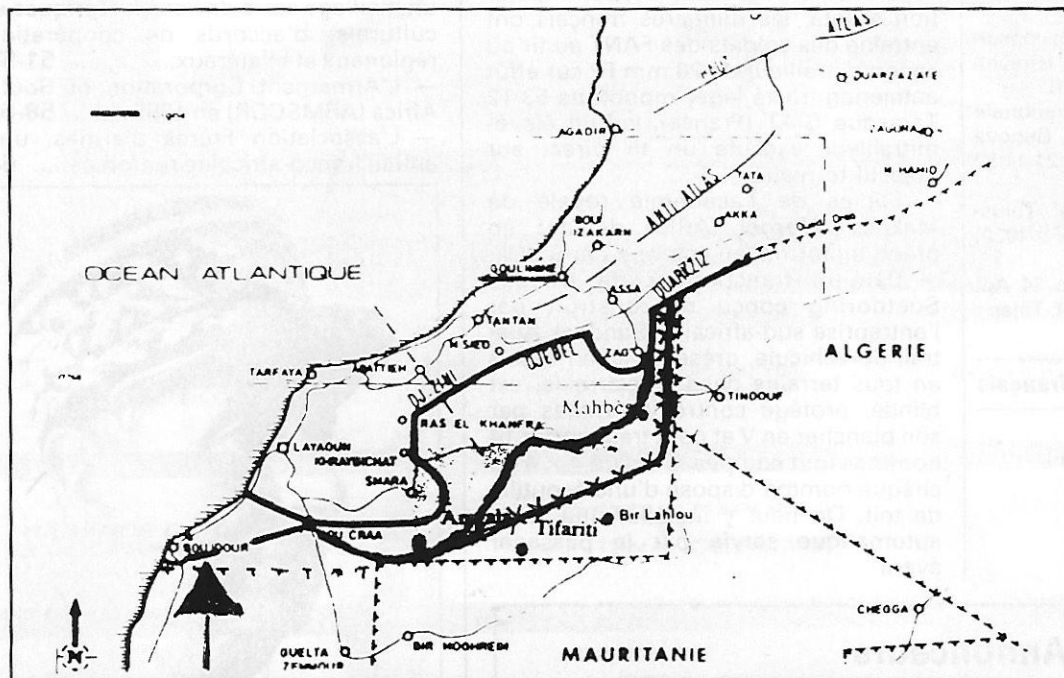
RASD

Pilonnages

Des pilonnages de positions marocaines sur le Mur de défense au Sahara occidental ont fait 15 morts et 25 blessés dans les rangs marocains, entre le 5 et 9 avril derniers, selon un communiqué diffusé à Alger. Ces pilonnages, dirigés contre 16 positions marocaines, ont également permis aux combattants sahraouis de détruire une batterie de 20 mm, un dépôt de munitions et un grand nombre de tranchées.

- Le front Polisario a revendiqué une **série d'opérations militaires** au Sahara occidental entre le 11 et le 16 avril, faisant, selon lui, 42 tués et 55 blessés parmi les troupes marocaines. Selon un communiqué du ministère sahraoui de l'Information publié à Alger, les opérations de pilonnage, au nombre de 24, ont été dirigées contre 12 positions du Mur de défense marocain, dont certaines ont été attaquées à plusieurs reprises. Le communiqué, qui faisait état d'une moyenne de quatre attaques par jour, a précisé que deux camions et trois mortiers de 81 mm, ainsi que plusieurs tranchées, auraient été détruits durant ces opérations.

- Le 24 avril, le **front Polisario a fermement condamné, dans un communiqué publié à Alger, la visite effectuée au Sahara occidental par des attachés militaires arabes et occidentaux, accrédités au Maroc.** Cette tournée à laquelle ont participé les attachés militaires d'Arabie Saoudite, de Tunisie, du Liban, des Etats-Unis, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne et du Gabon, constitue « une violation flagrante des décisions des organisations internationales (ONU, OUA, etc.) qui ne reconnaissent aucune souveraineté à l'agresseur marocain sur le territoire du Sahara occidental, a indiqué le communiqué. Il a estimé que cette visite « représente un encouragement à l'intrinséance du gouvernement marocain et à sa politique caractérisée par l'escalade militaire... Le gouvernement de la RASD et le front Polisario ne sauraient



Le Mur. La flèche (→) indique le secteur, près de Boujador, où le front Polisario aurait attaqué récemment

- Le ministre de l'Intérieur, M. Driss Basri, a présidé la **cérémonie de sortie** de la 15^e promotion du centre de stage et de formation des forces auxiliaires, comptant cette année 361 sous-officiers. Cette cérémonie a été marquée par la distribution des prix de mérite à leurs bénéficiaires, suivie de démonstrations techniques militaires effectuées par des détachements relevant du centre. Le ministre de l'Intérieur a évoqué à cette occasion le rôle important que jouent les éléments

l'ambassadeur d'Italie, M. Alberto Ramasso Valacca à l'occasion de la visite au port de trois unités de la marine militaire italienne, le 22 mars. Il s'agit des frégates Vittorio Veneto et Audace et du navire auxiliaire Stromboli.

- Le 24 avril, M. Eduardo Serra, secrétaire d'Etat espagnol à la Défense s'est entretenu à Rabat avec le Premier ministre, M. Karim Lamrani, du développement des relations bilatérales, à l'issue d'une **visite officielle** de trois jours. Les deux

occidentale, dans la région de Dakhla notamment, dont l'accès n'est possible qu'à travers le territoire mauritanien, selon Rabat.

Toutefois, l'immense territoire que constitue l'ancien Rio de Oro espagnol, du Sud de la Saguiet el Hamra jusqu'à Nouadhibou, restera difficilement contrôlable, tant par les Mauritaniens, quelle que puisse être leur bonne volonté, que par les Marocains.

La coopération entre les deux pays n'a, en fait, jamais cessé malgré la

tolérer la violation de l'intégrité territoriale du Sahara et ne peuvent être pris pour responsables des dommages et des graves répercussions découlant de ces violations ».

Rencontre ?

Le 19 avril, M. Béchir Moustapha Sayed, responsable du secrétariat permanent du bureau politique du front Polisario, a annoncé avoir rencontré le 27 janvier dernier à Lisbonne le ministre marocain de l'Intérieur, M. Driss Basri. Interrogé sur les rumeurs faisant état d'une telle rencontre, le ministre marocain des Affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, avait formellement démenti qu'elle ait eu lieu.

M. Sayed a d'autre part indiqué que le Maroc avait rejeté une proposition algérienne visant à l'établissement de relations entre la RASD et le Maroc, fondées sur les liens personnels entre le roi Hassan II et la république sahraouie « sur le modèle des rapports existants entre le Canada et la Grande-Bretagne », a-t-il déclaré. Le dirigeant sahraoui a précisé que le président de la RASD, M. Mohamed Abdelaziz, était « prêt à rencontrer le roi du Maroc pour envisager une solution négociée » du conflit du Sahara occidental. M. Sayed, dont la visite à Paris avait coïncidé avec celle de M. Filali, a rencontré M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, ainsi que des responsables du Parti communiste, du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et du PSU, mais aucun représentant de l'administration ou du gouvernement français.

M. Sayed s'est déclaré à moitié content de ses entretiens avec les responsables français, soulignant qu'il avait « demandé à la France d'aider à la paix en diminuant les livraisons d'armes au Maroc qui sont en grande partie responsables de l'intransigence » du royaume chérifien « et du choix que caresse le roi de régler militairement le problème ». Selon lui, le système de défense marocain, les fameux Murs, sont de conception française. Son édification, à laquelle ont participé des spécialistes israéliens, a-t-il ajouté, « a été rendue possible par les pétro-dollars saoudiens, les canons français et la chair à canon marocaine ». Il a estimé à 80 % la quote-part de la France dans l'effort d'armement du Maroc contre 20 % aux Etats-Unis. A ce propos, il a indiqué que « la position des Etats-Unis a toujours été plus claire que celle de la France aussi bien lorsqu'elle était négative que positive » et qu'elle « évoluera plus vite que celle de la France ». « Les Etats-Unis ne nous ont pas aidés, mais ont adopté une position de neutralité réelle jusqu'à l'arrivée du président Ronald Reagan au pouvoir, en 1980 », a-t-il ajouté. Il n'a pas exclu une évolution de la position américaine en faveur des thèses sahraouies, estimant que le rapprochement maroco-libyen, scellé en août dernier à Oujda, était partiellement responsable de cette orientation.

Donnant des indications sur la rencontre de Lisbonne, M. Sayed a précisé que le front Polisario, s'étant rendu compte du fait que « seul Hassan II savait ce qui se passait dans la tête du roi, « avait proposé une rencontre directe avec le souverain chérifien. Il a indiqué avoir chargé son interlocuteur marocain d'un message du président de la RASD au roi Hassan II, soulignant son « attachement à la recherche d'une solution négociée ». Selon lui, la rencontre a tourné court, car M. Basri n'était « pas en mesure de formuler une réponse » et s'est borné à « proposer le pardon royal » en contrepartie du ralliement à la monarchie. « Seules l'intégrité et la souveraineté ne sont pas sujettes à négociation alors que les rapports futurs avec les Etats de la région peuvent faire l'objet de discussions », a-t-il poursuivi. Il a qualifié de corrects ses rapports avec l'Egypte, et a indiqué que si la Libye avait suspendu toute aide matérielle au peuple sahraoui, « la représentation diplomatique de la RASD à Tripoli a été néanmoins maintenue ».

• La CGT, syndicat proche du Parti communiste français, et l'UGTSARIO, organisation syndicale de la RASD ont condamné, dans un communiqué commun « l'appui militaire apporté (par plusieurs pays) au royaume du Maroc, et particulièrement la fourniture d'armes françaises, qui lui permet le maintien de son occupation illégale du territoire de la RASD ». Les deux organisations, dont des responsables s'étaient, en avril, rencontrés à Paris, ont estimé que la mise en application des résolutions adoptées à diverses reprises par l'ONU, l'OUA et le mouvement des non-alignés devrait permettre « l'ouverture de négociations directes et immédiates entre le Maroc et le front Polisario ». La CGT a assuré la délégation de l'UGTSARIO de « son appui à la juste lutte du peuple sahraoui pour son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, face à l'occupation du territoire de la RASD par les troupes marocaines ». De son côté, l'UGTSARIO a marqué son appréciation de la « dénonciation par la CGT des campagnes racistes dont souffrent les travailleurs immigrés en France ».

• Le rapprochement qui s'est manifesté entre Washington et Alger pourrait constituer un facteur qui aiderait les Etats-Unis à revenir à la position de neutralité qu'ils avaient adoptée jusqu'en 1980 dans le conflit du Sahara occidental, a déclaré le 13 avril à Bruxelles le numéro deux du front Polisario, M. Béchir Moustapha Sayed.

M. Sayed effectuait une tournée d'information en Europe. Il a indiqué à l'AFP que ce rapprochement américano-algérien, illustré par le voyage du président algérien Chadli Benjeddid à Washington, pouvait constituer « un élément aidant à circonscrire les dangers qui menacent la paix » et favoriser « l'instauration de la justice dans la région ». M. Sayed a estimé que le ton nou-

veau des relations entre Washington et Alger n'affecterait pas les bonnes relations entre le front Polisario et l'Algérie, dont la politique, a-t-il dit, est libre et non alignée. Il a notamment rejeté l'idée que le gouvernement algérien puisse envisager de diminuer son aide au Polisario. D'autre part, le représentant du Polisario a réitéré sa proposition de négociations directes avec le Maroc. Il a souhaité que les pays européens exercent une pression plus grande sur Rabat pour l'amener à une solution négociée. A ce sujet, M. Sayed a estimé que la France « brille par son manque d'initiative en faveur de la paix ». Il conviendrait, a-t-il ajouté, que Paris « se rappelle non seulement les nécessités de bons rapports avec le Maroc, mais également les nécessités politiques en Afrique ». Il a souhaité que la France aide l'OUA, qui a reconnu la RASD, à faire respecter ses décisions.

ALGERIE

Armes américaines

Le 16 avril, le gouvernement algérien a pris la décision d'autoriser l'Algérie à acheter des armes américaines, pour la première fois depuis son indépendance en 1962, a annoncé le département d'Etat. Son porte-parole, Mme Vivienne Asher, a indiqué dans une déclaration officielle que le gouvernement algérien n'avait pas fait de demande formelle concernant des achats d'armement, mais « avait fait part de son souhait de diversifier ses sources d'achat d'équipement militaire ». « Si l'Algérie présentait des demandes d'achat d'armement, ces demandes seraient considérées par Washington cas par cas, en tenant compte de l'intérêt américain pour le maintien de la paix et de la stabilité dans la région », a-t-elle précisé.

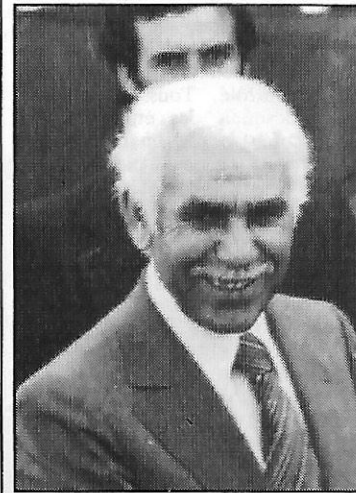
L'Algérie, a déclaré dans une interview publiée par le Washington Post l'ambassadeur à Washington, M. Mohamed Samnoun, est intéressée par l'achat d'armements américains pour réduire sa dépendance à l'égard de l'Union soviétique en la matière. L'ambassadeur a d'autre part précisé que le président Chadli, en visite depuis le 16 avril, n'était pas venu à Washington avec une liste d'achats précise, mais que l'Algérie s'intéressait à l'acquisition d'avions militaires, de matériel électronique et d'équipements radar.

• Les Etats-Unis prévoient, en 1985, de livrer pour environ 50 millions de dollars de matériel militaire, essentiellement des camions et des jeeps. Washington semble bien disposé dans ce domaine, puisqu'après la première visite, depuis 17 ans en Algérie, l'été dernier, d'une délégation militaire américaine, dirigée par le général Kenneth Burns, sous-secrétaire adjoint à la Défense, le président Reagan a inclus, le 10 avril, l'Algérie sur la liste des pays auxquels les Etats-Unis peuvent vendre des armes.

• L'Algérie souhaite acheter des armes aux Etats-Unis dans le but de diversifier ses sources d'approvisionnement, jusqu'ici essentiellement les pays du bloc soviétique, a déclaré le président Chadli Benjeddid dans un entretien publié par le Washington Post, le 14 avril. « Nous n'avons pas de complexes, nous achèterons des armes à la fois à l'Est et à l'Ouest », a affirmé M. Benjeddid. Le président a souligné qu'il venait aux Etats-Unis sans liste particulière d'achats de matériels mais que « si les Etats-Unis ont la volonté politique de vendre des armes à l'Algérie, nos spécialistes feront alors des propositions » précises. L'Algérie est prête à acheter des armes à n'importe quel pays « qui respecte notre souveraineté et notre indépendance ». Ce sont ses propres paroles.

Depuis l'accession à l'indépendance (1962), Alger a acheté 80 à 90 pour cent de ses armements dans les pays de l'Est, les seules ventes de matériels militaires américains ayant consisté en 17 avions cargos C-130 Hercules. La France, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne ont, dans une moindre mesure, également fourni des armes. Selon des sources algériennes citées par le quotidien américain, l'Algérie souhaite surtout moderniser ses forces aériennes et acquérir des radars ainsi que des équipements électroniques américains. M. Benjeddid, a souligné le Post, devait être accompagné lors de sa visite aux Etats-Unis par M. Kamal Abderrahim, chef d'état-major adjoint et responsable des achats d'armes à l'étranger.

Dans cet entretien, le président a indiqué également que les Etats-Unis « peuvent et doivent jouer un rôle » dans le règlement du conflit de l'ex-Sahara espagnol. M. Benjeddid a noté cependant qu'il ne s'attendait pas à ce que la solution à ce problème « vienne directement des Etats-Unis ».



Président Chadli Benjeddid

• Une ossature métallique de hangar, des travaux de viabilité pour ce même hangar et un mur de soutènement ont fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministre de la Défense nationale, DASC, BP n° 246, Alger-Gare.

• Les 135 **intégristes musulmans** jugés devant la cour de Sûreté de l'Etat de Médéa, à 100 km au Sud d'Alger, étaient accusés d'être des membres ou des sympathisants d'une organisation clandestine appelée Mouvement islamique en Algérie. L'un des principaux accusés, M. Ahmed Merran, 31 ans, a longuement évoqué devant les juges les structures de cette organisation dont les bases auraient été jetées avant 1979, date de l'accession du président Chadli Bendjedid au pouvoir, précisait-on de bonnes sources. Le chef de cette organisation, un ancien combattant de la guerre d'indépendance répondant au nom de Mustapha Bouiali était toujours recherché, selon les mêmes sources. Selon le témoignage d'Ahmed Merran, cette organisation avait adopté un découpage du pays en wilayas (département). Le respect d'un strict cloisonnement et d'une organisation pyramidale rigoureuse explique que de nombreux accusés ne se connaissent pas entre eux.

Les enquêteurs avaient découvert, chez certains accusés du TNT, des bombes, des PM MAT-49, des pistolets automatiques et des Kalashnikov, dont est équipée l'armée. Ahmed Merrah était aussi accusé de tentative d'homicide. Il avait blessé, selon l'accusation, un gendarme lors de son arrestation en janvier 1983. Vedette de ce procès, il a presque toujours donné des versions contradictoires à celles de ses co-accusés, apparaissant comme le principal témoin à charge, selon des témoins. Sa position envers ses anciens complices, dont une douzaine formeraient le noyau de cette organisation islamique, renforçait le mystère qui entourait cet homme au passé trouble. Il aurait été responsable d'un détournement de fonds sociaux d'une société algérienne.

Le procès s'est déroulé dans un important déploiement de forces de sécurité, selon des témoins. Des rues autour du palais de justice ont été bloquées et une mosquée avoisinante fermée. A l'intérieur du palais, le public était restreint et strictement contrôlé. Tous les accusés, parmi lesquels des étudiants, des intellectuels et des imams, avaient des avocats, certains commis d'office. Ils avaient été arrêtés fin 1982 et début 1983, la répression envers les milieux intégristes ayant commencé en novembre 1982.

• Le 19 avril, le **président Bendjedid a accusé le Maroc d'avoir durci ses positions sur le Sahara occidental** et de vouloir chercher une solution militaire à ce conflit. Dans une interview publiée par le New York Times, le président a estimé que c'était à la suite de la conclusion d'un traité d'union avec la Libye, l'été dernier, que le roi Hassan II du Maroc avait durci ses positions. « Nous n'avons aucun doute que ce traité a eu un effet négatif », a déclaré M. Bendjedid. « Tout au long de l'année 1983, nous faisons des progrès avec le Maroc dans la recherche d'une solution à la question du Sahara. C'est seulement après ce traité qu'il y a eu un

durcissement des positions du Maroc... Hassan est engagé dans des manœuvres dilatoires pour gagner du temps et peut-être estime-t-il qu'une solution militaire (...) est possible ». Il a appelé d'autre part la Libye à cesser de vouloir susciter des troubles en Tunisie : « L'Algérie est opposée à toute agitation qui serait susceptible de provoquer de l'instabilité dans la région ».

• **Du matériel d'imprimerie** comprenant : une plieuse automatique à 4 plis, une plieuse automatique à 1 pli, une presse hydraulique double, une piqueuse au fil métallique pour blocs et brochures, un massicot programmable, une machine à coudre au fil textile, une machine à coudre au fil textile semi-automatique, une caméra de reproduction auto-verticale, une machine à emballer et une machine de traitement de clichés photopolymères, a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, DASC.

• Le 21 avril, le **quotidien Al Chaab a critiqué la tournée de cinq jours effectuée au Sahara occidental par des attachés militaires, de pays arabes et occidentaux.** Cette visite, a estimé Al Chaab, « s'inscrit dans le cadre de la politique marocaine visant à impliquer davantage et à renforcer l'ingérence de certains régimes dans le conflit du Sahara occidental ». Le Maroc « mise toujours sur le soutien extérieur », pour « poursuivre son aventure » au Sahara occidental, ajoutait le journal, qui évitait cependant de citer les pays dont les attachés militaires avaient pris part à cette tournée.

• Le 25 avril, le bâtiment-école de la marine nationale française, le porte-hélicoptères Jeanne d'Arc, accompagné de l'avis-escorteur Commandant Bourdais, est arrivé à Alger pour une **escale** de cinq jours. Cette visite, la troisième depuis l'indépendance, mais la première depuis dix ans, arrivait en fin de campagne 1984-1985 de la Jeanne d'Arc. Parti de Brest le 31 octobre dernier, le navire devait quitter Alger le 30 avril pour regagner le port breton, après un tour du monde. Parmi les quinze élèves-officiers étrangers qui accompagnaient les 150 élèves-officiers français, figuraient deux Algériens.

• **L'école de formation des officiers du service national (EFOSN) de Tiaret** a formé sa 4^e promotion d'officiers. Pour la plupart, ce sont des universitaires venus de branches techniques : génie civil, travaux publics ou agronomie. Ici, ils reçoivent d'abord une formation militaire complète.

Les techniques de combat, l'armement, la stratégie militaire, l'administration sont autant de matières enseignées. Dès la première phase de l'instruction, ou formation commune de base, les élèves font connaissance avec les armes de combat, de l'arme individuelle à l'arme collective. A côté des cours théoriques, il y a l'étude pratique de l'arme : montage, démontage, tir, entretien... Les armes lourdes font également l'objet d'une approche sérieuse. Les techniques de défense contre les armes nucléaires, bactériologiques et chimiques (NBC) constituent un chapitre important du programme.

Les procédés de combat (offensive, défensive...) sont étudiés en classe et appliqués sur le terrain, pendant toute la phase d'instruction. Pendant les exercices pratiques de combat, des cours de logistique et de secourisme sont donnés.

La formation à l'école n'est pas seulement militaire puisque des enseignements en matière d'administration militaire sont dispensés. Là, les élèves du service national découvrent la spécificité du fonctionnement et de l'organisation des services militaires. De même, des cours de sécurité et de défense nationale sont donnés aux élèves.

Enfin, la formation politique, qui embrasse aussi bien l'histoire nationale que les grands problèmes internationaux de l'heure, complète le programme général.

• La **délégation militaire** conduite par le général Khaled Nezzar, sous-chef d'état-major de l'ANP, a regagné Alger le 22 avril, au terme d'une **visite de travail** de plusieurs jours en URSS.

• **Le Centre de formation spécialisée (CFS) de Boumegeur** est un de ces premiers centres d'instruction qui ont introduit dans leur programme la formation accélérée de chauffeurs de véhicules lourds et légers à l'issue de laquelle les bénéficiaires acquièrent un permis de conduire en bonne et due forme.

Le directeur de l'instruction a confié : « La formation rationnelle accélérée des chauffeurs (par abréviation, la FRAC) s'adresse en particulier aux jeunes appelés qui n'ont aucune qualification, aucun métier. De chaque promotion, nous retons plusieurs dizaines de candidats parmi les plus démunis et nous leur offrons la possibilité d'avoir un métier qui leur permette de gagner honorablement leur vie, une fois versés dans la vie civile ».

Le CFS dispense également une autre formation spécialisée : le reboisement et la lutte contre les feux de forêts et incendies. Après une période de formation théorique, les élèves passent à la pratique. Le centre dispose à cet effet d'un immense verger utilisé comme terrain d'expérimentation.

• **Le centre de formation spécialisée d'El Ghomri** oriente les jeunes appelés dans les spécialités de maçonnerie, peinture en bâtiment, électricité, plomberie sanitaire et charpente métallique.

Trente-huit ateliers et hangars et plus d'une dizaine de salles de cours constituent la partie pédagogique du centre. Des travaux d'extension ont été récemment entrepris par les élèves et ont concerné la réalisation de neuf ateliers-hangars destinés à l'introduction de nouvelles spécialités.

Par ailleurs, l'école a participé à divers projets d'aménagement dans les unités d'El Bayadh, Bou Hanifia et Tiaret.

La formation professionnelle, menée de pair avec l'instruction militaire, dure sept mois à l'issue de laquelle le jeune appelé rejoindra, au titre d'un stage pratique, le poste qui lui convient dans une des unités du génie civil.

En dehors de la formation professionnelle, le centre dispense des cours d'alphabétisation et d'enseignement général en langue nationale. Un programme particulier est retenu à ce titre en faveur des jeunes émigrés dans le cadre de leur insertion future. Sur le plan de l'animation culturelle et sportive, le centre d'El Ghomri est largement favorisé. Il jouit d'une salle de projections, d'un mini-complexe sportif. Il vient de fêter la sortie de sa 24^e promotion.

Visite aux Etats-Unis

Le 17 avril, le président Reagan et le chef de l'Etat ont affirmé à Washington leur ferme détermination à développer plus avant les relations militaires, économiques et culturelles entre leurs deux pays. Après avoir reçu M. Chadli Bendjedid, premier président algérien à se rendre en visite officielle d'Etat aux Etats-Unis, à la Maison Blanche, M. Reagan a annoncé qu'une commission économique algéro-américaine allait être établie et qu'un accord d'échanges culturels allait être signé prochainement. « Ce sont des signes tangibles que les relations entre les Etats-Unis et l'Algérie évoluent dans un sens posi-



Porte-hélicoptères français Jeanne d'Arc

tif », a déclaré M. Reagan, soulignant que ce n'étaient pas là les deux seuls secteurs où « les intérêts des deux pays coïncident et s'accroissent ». La conversation entre les deux présidents a aussi largement porté sur le Proche-Orient et notamment le rôle des Palestiniens dans la recherche d'un règlement négocié, a indiqué un haut fonctionnaire américain.

A l'issue de ses entretiens à la Maison Blanche, le président a été l'hôte d'un déjeuner offert en son honneur par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, qui s'est déclaré convaincu, dans un toast, que les relations algéro-américaines « allaient devenir de plus en plus étroites » à la suite de cette « visite historique ». Au cours de ce déjeuner, M. Chadli Bendjedid a insisté sur la volonté de son pays « de continuer à œuvrer pour une solution politique négociée au problème du Sahara occidental ».

Le chef de l'Etat s'est entretenu dans l'après-midi avec le secrétaire à la Défense, M. Caspar Weinberger, des possibilités d'acquisition de matériel militaire américain. De source officielle américaine, on soulignait que la décision du président Reagan ne se traduirait éventuellement dans les faits qu'en tenant compte « de l'équilibre militaire régional ». On insistait aussi de même source sur le fait que « l'Algérie n'a pas d'intentions offensives » et que tout achat d'armes américaines aurait des objectifs défensifs.

• Le 26 avril, des habitants de la Casbah d'Alger ont manifesté pour protester contre l'insécurité et le manque d'eau dans leur quartier. Selon des témoins, les manifestants, dont le nombre était de cent à plusieurs centaines, ont tenté de se diriger vers le centre d'Alger et vers l'ex-palais du gouvernement, actuellement siège du parti FLN. Toujours selon ces témoins, les forces de police ont utilisé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants, parmi lesquels plusieurs auraient été blessés et d'autres interpellés. Des voitures ont été endommagées et un panneau d'information, près du siège central du Parti, a été brisé, a-t-on pu constater sur place. Les manifestants, a indiqué un témoin, ont tenté d'atteindre un jet d'eau devant le palais du gouvernement. Ce jet représentait, selon les manifestants, un gaspillage d'eau, alors que de nombreux quartiers d'Alger connaissent des coupures d'eau qui durent parfois plusieurs jours. A l'automne, les autorités avaient fait savoir par voie de presse que cette fontaine fonctionnait en circuit fermé. En fin d'après-midi, des éléments des CNS (corps national de sécurité) filtraient l'accès à la Casbah et dispersaient tout rassemblement de plusieurs personnes, a-t-on pu constater sur place. La surveillance était notamment renforcée devant le siège du Parti où des véhicules anti-émeutes et une cinquantaine d'éléments des CNS, munis de boucliers, étaient déployés. D'autres

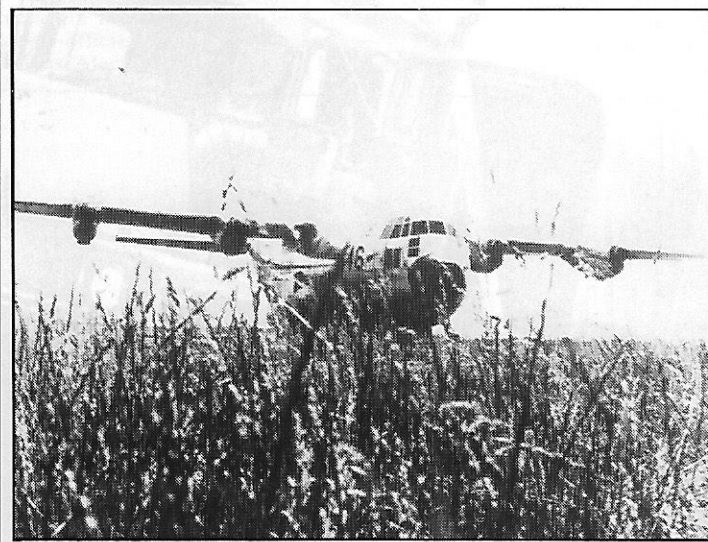
manifestations avaient eu lieu auparavant, mais elles avaient été contenues à l'intérieur de la Casbah, a-t-on appris sur place. Les manifestations avaient commencé après l'effondrement d'une maison dans la haute Casbah, le 22, faisant un mort, selon une source sûre. Les habitations de la Casbah, datant de l'époque turque, sont, pour la plupart, vétustes. Une partie du quartier a été évacuée pour tenter de restaurer les habitations tout en leur gardant leur cachet traditionnel qui en fait un des principaux pôles d'attraction touristique de la capitale. Ce plan de restauration devrait cependant s'étaler sur une longue période, alors que les habitants réclament d'être relogés rapidement.

Le 27 avril, le comité de coordination (organe collectif de gestion) de la wilaya d'Alger a menacé d'exposer aux « rigueurs de la loi tout fauteur de troubles, tout auteur d'actes de vandalisme ainsi que toute personne impliquée » dans les manifestations contre l'insécurité et le manque d'eau qui se sont déroulées dans la Casbah. Cette mise en garde était contenue dans un communiqué repris par la presse. Les journaux s'en sont pris eux aussi aux fauteurs de troubles, qu'ils ont accusés d'être à l'origine des manifestations. Le 26, après avoir tenté de manifester dans le centre d'Alger, de jeunes manifestants ont été refoulés en effet vers la Casbah. Des groupes ont alors harcelé les forces de police pendant plusieurs heures avec des pierres, brûlant des pneus et des ordures et établissant de petits barrages avec de la tôle et des lampadaires.

TUNISIE

Avions de transport militaire

Courant avril, l'armée de l'air a pris livraison de deux avions de transport Hercules C-130H construit par Lockheed (USA). Ces appareils, qui seront basés à Bizerte, près de Tunis, seront utilisés dans des missions de support logistique militaire ainsi que dans des tâches de réalisation de travaux de construction.



Hercules C-130 H Lockheed (USA). La Tunisie vient de prendre livraison de deux appareils de ce type

• Trois navires de guerre soviétiques se trouvaient début avril au large de Bizerte avec trois autres navires au mouillage devant Hammamet.

• Cinq frégates hollandaises ont fait escale début avril à Tunis.

• Un simulateur de navigation a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, commandement des écoles, boulevard Bab Menara, Tunis.

• Un simulateur de conduite de moteurs Diesel marins a fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, commandement des écoles.

• 1400 appareils téléphoniques à cadran et le lot de pièces de rechange correspondantes, soit 12 % de la valeur marchande du matériel, ont fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, direction des transmissions, quartier Bab Saadoun, Tunis.

Nouveau port

Le 19 avril, les travaux de construction d'un port commercial à Zarzis, à 500 km au Sud-Est du pays, dont le financement et la technologie sont en partie assurés par l'Espagne et les Pays-Bas, ont démarré. Le Premier ministre, M. Mohamed Mzali, accompagné de M. Julian Campo, ministre des Travaux publics d'Espagne, a assisté à la cérémonie de démarrage de ce projet dont le coût est estimé à 40 millions de dinars tunisiens (1 DT vaut environ 1,1 dollar). Le financement du port de Zarzis est financé à 63 % par l'Espagne, des banques néerlandaises et étrangères. Une firme espagnole : Dragados y Construcciones, a été chargée des travaux de génie civil alors que des entreprises néerlandaises doivent réaliser des opérations de dragage. La transformation du petit port de pêche de cette ville touristique du Sud en un port commercial nécessitera la création d'un bassin de 30 hectares, d'un quai de commerce de 640 mètres de longueur, dragué à 12 mètres pour des navires de 35 000 tonnes, et d'un canal d'accès de 9 km.

LIBYE

Commandement national des forces révolutionnaires arabes

Le 11 avril, le colonel Kadhafi a annoncé la création d'un commandement national des forces révolutionnaires arabes. La radio, qui a annoncé l'adhésion à ce commandement du Front national pour la libération de la Jordanie, ne donnait pas la liste des mouvements, organisations ou Etats participant à celui-ci. Selon la radio, le colonel a affirmé que ce commandement « avait un objectif défensif et agirait à l'intérieur du monde arabe, occupé, déchiré et ayant besoin d'être libéré et unifié », mais qu'il n'hésiterait pas à « porter la guerre sur le territoire même de ceux qui se permettraient de s'ingérer dans les affaires intérieures du monde arabe et de contrecarrer son action ».

Le colonel a notamment dénoncé l'attitude des Etats-Unis, infidèles, selon lui, à l'esprit des principes de George Washington et d'Abraham Lincoln. Il a ajouté que le nouveau commandement s'attacherait « au respect du droit international et aux traités réglementant la guerre » et serait « un allié et un soutien des forces révolutionnaires d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, de l'Océan Pacifique, de l'Afrique du Sud et de tous les mouvements qui se battent pour la liberté et la justice dans le monde ».

• Les cinq officiers français qui se trouvaient en Libye depuis le mois de décembre pour contrôler le désengagement militaire du Tchad sont rentrés en France, en avril. « Il y a à Tripoli un élément militaire léger de contact et de liaison. Dans le cadre habituel des comptes rendus qu'il fait au chef d'état-major des armées, cet élément effectue des déplacements périodiques », a déclaré à ce propos à l'AFP M. Charles Hernu, ministre français de la Défense. Les observateurs français, a-t-on précisé de source informée, s'étaient rendus récemment sur place dans le Nord du Tchad dans la zone tenue par les opposants au président tchadien Hissène Habré, soutenus par les Libyens, pour voir la nouvelle piste de Ouadidoum. Longue de 4 000 mètres, elle peut désormais accueillir, selon N'Djaména, des bombardiers lourds. On a toutefois précisé, de source française compétente, que les travaux n'étaient pas achevés et que seuls 1 100 mètres avaient déjà été goudronnés, ce qui n'est pas suffisant pour l'atterrissage d'avions lourds.

Les militaires français, accompagnés également d'observateurs grecs, étaient arrivés à Tripoli en décembre pour examiner les conditions de contrôle de l'accord franco-libyen du 17 septembre 1984 sur le désengagement militaire du Tchad.

• Le 20 avril, la Libye a démenti une nouvelle fois les affirmations du président tchadien Hissène Habré, selon lesquelles des troupes libyennes se trouvaient toujours au Tchad.